



PS

Paris, le 15 mars 2011

**Communiqué**

**Marisol TOURAINE**, Secrétaire nationale à la santé et à la sécurité sociale  
**Pouria AMIRSHAHI**, Secrétaire national à la coopération, à la francophonie,  
à la coopération et aux droits de l'Homme

### **Santé mentale : les malades méritent mieux qu'une nouvelle usine à gaz répressive**

L'Assemblée nationale entame aujourd'hui la discussion du projet de loi relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques.

Ce texte est une véritable usine à gaz, qui se préoccupe moins de la situation difficile des malades et de leur entourage que d'agiter l'épouvantail de la dangerosité de certains malades.

Si la France a besoin d'une grande loi sur la santé psychique, qui réorganise complètement la prise en charge et l'accompagnement de ces pathologies, le gouvernement choisit, une fois de plus, les mesures répressives plutôt que l'amélioration sanitaire.

Il y a aujourd'hui une attente forte visant la mise en place de soins dans et en dehors de l'hôpital. Tous ceux qui ont été confrontés, dans leur famille, parmi leurs proches, à la maladie psychiatrique savent combien il est difficile d'obtenir des réponses adaptées, dans la durée. Les familles des patients et les malades sont trop souvent démunies. Les psychiatres de ville eux-mêmes attendent que se mette en place un dispositif permettant une meilleure prise en charge des patients en dehors de l'hôpital, un suivi renforcé en dehors des périodes d'hospitalisation. Les soins sous contraintes sont nécessaires dans des cas rares mais ne doivent pas devenir la norme médicale et doivent être très clairement encadrés.

Au lieu de quoi le gouvernement propose une loi de pure répression, qui tend à faire du préfet le décideur en lieu et place des soignants et du juge des libertés. Une fois de plus, des faits divers tragiques sont venus servir de justification à une démarche qui au lieu de soigner préfère enfermer. Pour occulter le manque de moyens criants dans les hôpitaux psychiatriques et les unités de soins en ville, le gouvernement préfère la stratégie de l'internement systématique.

Les socialistes dénoncent une loi dangereuse pour les libertés qui ne répond ni aux attentes ni aux besoins. La situation actuelle doit à l'évidence évoluer. Mais elle doit le faire avec la volonté de mieux soigner.